

Il est temps que la gauche internationale prenne position pour le Venezuela

Par Gregory Wilpert

Le Venezuela s'approche de plus en plus d'une situation dangereuse, dans laquelle une guerre civile de grande ampleur deviendrait une réalité. Jusqu'à présent plus de 100 personnes sont décédées à cause des manifestations (lorsqu'on connaît les causes des décès). La possibilité d'une guerre civile devient encore plus probable, lorsque les médias internationaux noircissent le tableau qui permet de voir qui est le responsable de la violence, et tant que la gauche internationale reste en marge du conflit et ne montre pas sa solidarité avec le mouvement socialiste bolivarien du Venezuela.

Si la gauche internationale reçoit des informations sur le Venezuela principalement des médias internationaux il est facile de comprendre son silence. Après tout, ces médias du statu quo, omettent régulièrement de dire qui est en train d'inciter à la violence dans ce conflit. Par exemple, quelqu'un qui regarde CNN ou qui lit le New York Times, ignore que sur les 103 morts liés aux manifestations, 27 sont des victimes (directes ou indirectes) des actions des manifestants. 14 personnes sont décédées suite à l'incendie qu'ils avaient déclenché dans un magasin qu'ils saccageaient. 14 décès sont directement liés aux actions d'autorités de l'Etat (dans la quasi-totalité des cas, des poursuites ont été engagées à l'encontre des responsables) et 44 décès font l'objet d'une enquête ou sont en discussion. Toutes ces informations proviennent du cabinet de la Procureure générale de la République, qui récemment s'est rapprochée de l'opposition.

Au même titre, la plupart de ces lecteurs ignorent que le 11 juillet dernier, les opposants qui manifestent ont fait exploser une bombe dans le centre de Caracas, blessant 7 membres de l'armée, que le lendemain ils ont mis le feu à l'immeuble du Tribunal Suprême de Justice ou encore que le 17 mai ils avaient attaqué une maternité.

Autrement dit, il est possible qu'une bonne partie de la gauche internationale ait été bernée sur la violence au Venezuela. Et que l'on l'ait amené à penser que le gouvernement est le seul responsable, que le président Maduro s'est autoproclamé dictateur à vie (alors qu'il a confirmé que les élections présidentielles auront lieu à la fin de 2018, comme prévu dans le chronogramme) et que toute dissidence est punie de prison (alors que Leopoldo Lopez, responsable pour la violence post-électorale de 2014, a été libéré et purge sa peine en résidence surveillée). Si c'est celle-là l'explication du silence de la gauche sur le Venezuela, alors elle devrait avoir honte de ne pas lire ses propres critiques sur les grands médias.

Ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas des aspects à critiquer dans le gouvernement de Maduro, notamment dans la gestion de la situation économique et politique. Néanmoins, les critiques (que je me suis faites moi-même) ne justifient pas l'adoption d'une position neutre dans ce conflit. Comme l'a dit l'activiste anti-apartheid Desmond Tutu : « si tu es neutre dans des situations d'injustice, tu as choisi le camp de l'opresseur ».

Le cas vénézuélien prête à confusion parce que le président Maduro est au pouvoir et pas l'opposition. Ce qui rend difficile de voir l'opposition comme « l'opresseur ». Cependant, pour un internationaliste de gauche, ceci ne devrait pas être si difficile. Après tout,

l'opposition vénézuélienne reçoit un soutien important, non seulement du secteur privé, mais aussi du gouvernement des Etats Unis, de la droite internationale et du capital transnational.

Peut-être que les progressistes sentent que le gouvernement de Maduro a perdu toute légitimité démocratique et que pour cette raison il ne faut pas le soutenir. D'après les médias traditionnels, Maduro a annulé les élections régionales prévues pour décembre 2016, il a empêché le referendum révocatoire et a neutralisé l'Assemblée Nationale. Voyons rapidement ces arguments un par un.

D'abord, les élections régionales (pour élire des gouverneurs et des maires) auraient du avoir lieu à la fin 2016, mais le Conseil National Electoral (CNE), les a reportées argumentant que les partis politiques auraient du d'abord s'enregistrer. Mettant de côté cet argument, le CNE a récemment fixé les élections pour décembre 2017. Rapporter des élections prévues n'est pas inédit au Venezuela, ceci s'est déjà produit en 2004, lorsque les élections locales ont été reportées d'un an. A ce moment-là, avec le président Chávez au pouvoir, presque personne n'a contesté la décision.

Ensuite, pour ce qui est du referendum révocatoire, il était reconnu que l'organisation d'un tel processus, du début jusqu'à la fin, prendrait 10 mois. Cependant, l'opposition a demandé l'organisation du referendum en avril 2016, ce qui ne permettait pas sa réalisation pendant l'année 2016 comme ils l'auraient souhaité (car si le referendum avait lieu en 2017 il n'y avait plus de possibilité de faire une nouvelle élection présidentielle, conformément à la Constitution, et le vice-président devrait assumer la présidence pour le reste du mandat).

Enfin, par rapport au discrédit de l'Assemblée Nationale, il s'agit d'un coup auto infligé par l'opposition. En effet, alors que l'opposition avait obtenu 109 votes sur 167 sièges (65%) de plein droit, ils ont investi 3 candidats dont l'élection était contestée pour fraude. Par conséquent, le Tribunal Suprême de Justice, s'est prononcé en affirmant que tant que les 3 membres ne seront pas révoqués, la plupart des décisions de l'Assemblée National ne seraient pas valides.

En d'autres termes, aucun des arguments contre la légitimité du gouvernement de Maduro ne tient pas. De plus, les sondages montrent qu'alors que Maduro est moyennement impopulaire, une majorité de vénézuéliens veulent qu'il finisse son mandat prévu jusqu'à janvier 2019. En fait, le pourcentage de popularité de Maduro n'est pas si bas que celui d'autres présidents (conservateurs) d'Amérique Latine. Tel est le cas d'Enrique Peña Nieto au Mexique (17% mars 2017), de Temer au Brésil (7% juin 2017) ou Juan Manuel Santos en Colombie (14 % juin 2017). Comparez ces chiffres au 24% d'approbation de Maduro en mars 2017 !

Maintenant que nous avons vu quelles étaient les possibles raisons qui expliqueraient pourquoi la gauche internationale a été très peu solidaire avec le gouvernement de Maduro et le mouvement socialiste bolivarien, il est nécessaire de comprendre ce qu'impliquerait la « neutralité » dans ce genre de situation – à savoir de permettre que l'opposition arrive au pouvoir par la biais d'une transition violente et illégale.

Premièrement, l'arrivée de l'opposition au pouvoir impliquerait que tous les chavistes – qu'ils soutiennent ou pas à Maduro en ce moment – seraient persécutés. Beaucoup de chavistes n'oublient pas le Caracazo, bien qu'il se soit produit il y a très longtemps, lorsqu'en février 1989, le président Carlos Andrés Pérez a riposté contre les barrios pauvres [quartiers populaires, ndt] pour avoir manifesté contre son gouvernement, tuant entre 400 et 1000 personnes. Plus récemment, en avril 2002, l'opposition a montré qu'elle était prête à déployer la répression contre les chavistes. La plupart de gens ne le savent pas, mais pendant les deux jours du régime putschiste, 60 chavistes ont été tués (ce chiffre ne prend

pas en considération les 19 personnes décédées à cause des actions qui ont mené au coup d'Etat et qui sont attribuables aux deux camps du spectre politique).

Au même titre, lors des actes de violence post-électorale d'avril 2013 où il y a eu 7 morts ou encore lors de guarimbas de février à avril 2014 où 43 personnes sont décédées, bien que les morts aient été des chavistes, des activistes de l'opposition ou des personnes étrangères aux conflits, dans presque tous les cas de violence, en fait, la plupart des morts étaient des chavistes.

Actuellement, dans la plus récente vague de guarimbas, il y a eu plusieurs incidents dans lesquels des chavistes se trouvant à proximité des manifestants de l'opposition ont été persécutés et assassinés par des activistes de l'opposition qui les auraient identifiés comme chavistes.

Autrement dit, il y a un réel danger pour que les chavistes soient persécutés si l'opposition arrivait au pouvoir. Même s'il existe des individus raisonnables qui ne soutiendraient pas de telles persécutions, le leadership actuel n'a rien fait pour arrêter les tendances fascistes dans ses rangs, mais au contraire les a stimulées.

Deuxièmement, même si l'opposition n'a pas rendu public un programme concret des actions qu'elle mènerait une fois arrivée au pouvoir (l'une de raisons de l'impopularité de l'opposition auprès de la population et du gouvernement), les déclarations individuelles des leurs leaders montrent qu'ils mettraient en œuvre immédiatement un programme économique néolibéral dans la lignée de Temer au Brésil ou de Mauricio Macri en Argentine. Ils arriveraient sûrement à réduire l'inflation et à finir avec la pénurie, mais au détriment des financements des programmes sociaux pour tous les pauvres. Aussi, ils finiraient avec les politiques de soutien aux conseils communaux et aux communes, qui ont été des piliers de la démocratie participative dans la révolution bolivarienne.

Par conséquent, le mouvement socialiste bolivarien a besoin de la solidarité et non pas du silence, de la neutralité ou de l'indécision de la gauche internationale. Cette solidarité implique de s'opposer énergiquement aux efforts pour renverser le président Maduro. En plus de l'évidente illégalité que représenterait ce renversement, ceci serait un coup mortel qui finirait avec le mouvement socialiste bolivarien et l'héritage de Chavez. La gauche internationale n'est pas obligée de se prononcer pour dire si la meilleure façon de résoudre la crise actuelle est la proposition d'Assemblée Nationale Constituante ou les négociations avec l'opposition. C'est aux vénézuéliens de décider. S'opposer à l'intervention, diffuser des informations sur ce qui se passe réellement au Venezuela, voilà ce que les non vénézuéliens pouvons faire de constructif.

Gregory Wilpert était directeur du site Telesur en anglais et auteur de « *Changing Venezuela by taking power : the history and policies of Chavez government* ».

Anglais : <https://venezuelanalysis.com/analysis/13245>

El momento para que la Izquierda Internacional tome partido sobre Venezuela

Por **Gregory Wilpert**

Venezuela se acerca cada vez más a una peligrosa situación, en la que una guerra civil abierta se convierte en una posibilidad real. Hasta ahora más de 100 personas ha muerto como resultado de las protestas, la mayoría de estas muertes son culpa de los propios manifestantes (en los casos en que se conoce la causa de muerte). La posibilidad de una guerra civil se hace más probable en la medida en que los medios internacionales oscurecen quien es responsable por la violencia y en tanto la izquierda internacional se mantiene al margen de este conflicto y falla en mostrar solidaridad con el movimiento socialista bolivariano de Venezuela.

Si la izquierda internacional recibe sus noticias sobre Venezuela principalmente de los medios internacionales, se entiende porque está tan quieta. Después de todo, estos medios del status quo reiteradamente fallan en reportar quien está instigando a la violencia en este conflicto. Por ejemplo, un seguidor de CNN o del New York Times no conoce que de los 103 muertos como resultado de las protestas de calle, 27 fueron víctimas –directa o indirectamente- del accionar de los propios manifestantes. Otras 14 víctimas fueron resultado de saqueos, en un caso prominente porque los saqueadores prendieron fuego a una tienda y terminaron envueltos en las llamas ellos mismos. Otras 14 muertes son atribuibles a las acciones de las autoridades del Estado (en casi todos estos casos los responsables se les ha procesado judicialmente) y 44 están todavía bajo investigación o en disputa. Esto de acuerdo a los datos del despacho de la Fiscal General, que recientemente se ha tornado pro oposición.

También es desconocido para la mayor parte de los receptores de los medios internacionales que los opositores que protestan detonaron una bomba en el centro de Caracas el 11 de julio hiriendo a 7 guardias nacionales, que el edificio de la Corte suprema de Justicia fue quemado por activistas opositores el 12 de julio o que atacaron una hospital de maternidad el 17 de mayo.

En otras palabras, es posible que gran parte de la izquierda internacional ha sido confundida sobre la violencia en Venezuela. Y llevada a pensar que el gobierno es el único responsable, el que el presidente Maduro se haya declarado a sí mismo el dictador de la vida (cuando confirmó que las elecciones presidenciales continuarían dentro del cronograma previsto para finales de 2018) o que todo disidente sería penado con cárcel (cuando el líder opositor Leopoldo López, que fue en buena medida responsable por la violencia post electoral de 2014 fue liberado de prisión, estando ahora con casa por cárcel). Si esta es la razón para mantener silencio respecto de Venezuela, entonces la izquierda debería sentir vergüenza por no leer sus propias críticas sobre los grandes medios.

Todo lo anterior no contradice que hay numerosos aspectos sobre los que uno puede criticar el gobierno de Maduro por cometer errores con respecto a cómo manejar la actual situación tanto económica como políticamente. Sin embargo, las críticas (algunas de las cuales me he hecho a mí mismo) no justifican tomar una postura neutral o proposición en este momento del conflicto. Como el activista anti apartheid Desmond Tutu dijo una vez: “si tú eres neutral en situaciones de injusticia, tú has elegido el lado del opresor”.

Quizá el caso venezolano es también confuso para los que están fuera del conflicto porque el presidente Maduro está en el poder y la oposición, no. Lo cual hace difícil ver a la oposición como el “opresor”. No obstante, para un internacionalista de izquierda no debería ser tan confuso. Después de todo, la oposición venezolana recibe significativo apoyo no sólo de negocios privados sino del gobierno de EEUU, la derecha internacional y el capital transnacional.

Quizá los progresistas sienten que el gobierno de Maduro ha perdido toda legitimidad democrática y que esta es la razón por la que no se le puede apoyar. Según la cobertura de los medios tradicionales, Maduro canceló las elecciones regionales programadas para diciembre de 2016, impidiendo un referendo revocatorio y neutralizando la Asamblea Nacional. Veamos brevemente estos argumentos uno por uno.

Primero, se suponía que las elecciones regionales (gobernadores y alcaldes) sucederían a finales de 2016, pero el Consejo nacional Electoral (CNE) las pospuso con el argumento que los partidos políticos necesitaban registrarse primero. Dejando a un lado la validez de este argumento, recientemente el CNE programó las elecciones para diciembre de 2017. El posponer una elección prevista en Venezuela no es un caso sin precedentes, ha pasado con anterioridad, en 2004, cuando las elecciones locales fueron pospuestas por un año. En ese entonces, con el presidente Chávez en el poder, casi nadie objetó el hecho.

En cuando al referendo revocatorio, era bien sabido que tomaría un lapso de 10 meses organizarlo, entre la fecha de su solicitud y su culminación. Sin embargo, la oposición solicitó el inició el proceso en abril de 2016 muy tarde para que el referendo tuviera lugar en el año 2016 como la oposición querían (porque si tomaba lugar en 2017 no habría nueva elección presidencial conforme a la constitución, y el vicepresidente asumiría la jefatura del Estado por el resto del período).

Finalmente, con respecto a la descalificación de la Asamblea Nacional, este fue otro daño auto infligido de parte de la oposición. Es decir, aún cuando la oposición había ganado 109 de los 167 curules (65%) en pleno derecho. Ellos insistieron en juramentar tres candidatos opositores, cuya elección está en disputa por denuncias de fraude. En consecuencia, la Corte Suprema de Justicia dictaminó que hasta que estos tres miembros no fueran removidos, la mayoría de las decisiones de la Asamblea Nacional no serían válidas.

En otras palabras, ninguno de los argumentos contra la legitimidad del gobierno de Maduro se sostienen, aún más las encuestas indican repetidamente que aún cuando Maduro es medianamente impopular, una mayoría de venezolanos quiere que finalice su mandato que expira en enero de 2019. De hecho, la popularidad de Maduro no es tan baja como la de otros presidentes (conservadores) de América Latina en la actualidad, tales como Enrique Peña Nieto de México (17% en marzo de 2017), Temer de Brasil (7% en junio de 2017) o Juan Manuel Santos de Colombia (14 % en junio de 2017) . Compáren esto con Nicolás Maduro que tenía 24% de aprobación en marzo de 2017.

Ahora que hemos revisado todas las razones posibles por las que la izquierda internacional ha sido tan poco proclive a mostrar solidaridad con el gobierno de Maduro y el movimiento socialista bolivariano, es preciso examinar lo que la “neutralidad” en esta situación terminaría significando- en otras palabras permitir que la oposición llegara al poder por la vía de la transición violenta e ilegal.

Primero que nada, la llegada al poder de la oposición casi seguro significaría que todos los chavistas –sea que apoyen o no en estos momentos a Maduro- se convertirían en objetivo de persecución. Aunque sucedió largo tiempo atrás, muchos chavistas no han olvidado lo que representó el Caracazo cuando en febrero de 1989 el entonces presidente Carlos Andrés Pérez, desplegó una retaliación contra los barrios pobres por protestar contra su gobierno y mató a una cifra que ronda entre los 400 y los 1000 personas. Más recientemente, durante el breve golpe contra el presidente Chávez en abril de 2002 la actual oposición mostró que estaba más que dispuesta a desplegar represión contra los chavistas. La mayoría no sabe esto, pero durante los dos días del régimen golpista, 60 chavistas fueron asesinados (esta figura no incluye los 19 muertos en las acciones que conllevaron al golpe pertenecientes a ambos bandos del espectro político. Asimismo, en la violencia post electoral de abril de 2013 dejó 7 muertos, y las guarimbas de febrero a abril de 2014 dejaron 43 muertos. Aunque los muertos en cada uno de estos casos representó una mezcla de activistas de oposición, chavistas y personas no involucradas, en casi todos los casos de violencia, la mayoría de los muertos pertenecía al bando chavista. Ahora, en la más reciente ola de guarimbas, ha habido varios incidentes donde una persona chavista por estar muy cerca de una protesta opositora, han sido perseguidas y asesinadas por activistas opositores que los han identificado como chavistas de algún modo.

En otras palabras, el peligro de que los chavistas serán perseguidos con más frecuencia si la oposición tomara el gobierno es muy real. Aun cuando la oposición tiene individuos razonables que no apoyarían tal persecución, el actual liderazgo no ha hecho nada para que no reinen tendencias fascistas dentro de sus filas. Si acaso, ellos las han estimulado.

Segundo, aún cuando la oposición no ha publicado un plan concreto sobre lo que intenta hacer una vez en el gobierno (lo cual es una de las razones por lo que la oposición se mantiene casi tan impopular entre la población en general como el gobierno) los pronunciamientos individuales de líderes de la oposición que ellos inmediatamente procederían a implementar un programa económico neoliberal en la línea del presidente Temer en Brasil o Mauricio Macri en Argentina. Ellos pudieran tener éxito en reducir la inflación y desabastecimiento de este modo, pero a expensas de eliminar los subsidios y los programas sociales para los todos los pobres. Asimismo, ellos dismantelarían todas las políticas de apoyo a los consejos comunales y comunas que han sido un pilar de la democracia participativa en la revolución bolivariana.

Por ello, en lugar de silencio, neutralidad o indecisión de la izquierda internacional en el actual conflicto en Venezuela, lo que se necesita es solidaridad activa con el movimiento socialista bolivariano. Dicha solidaridad significa oponerse vehementemente a todos los esfuerzos por tumbar al presidente Maduro en su mandato presidencial. Además de la evidente ilegalidad que representaría tumbar al presidente Maduro, sería un golpe mortal que barrería con el movimiento socialista bolivariano y el legado del presidente Chávez. La izquierda internacional no necesita tan siquiera tomar una posición sobre si la propuesta de Asamblea Nacional Constituyente o las negociaciones con la oposición son el mejor modo de resolver la actual crisis. Eso es realmente un asunto a decidir por los venezolanos. Oponerse a la intervención y diseminar información sobre lo que de verdad pasa en Venezuela son las dos cosas que los no venezolanos podemos hacer para jugar un rol constructivo.

Gregory Wilpert fue exdirector de la página Telesur English y autor de "Cambiando a Venezuela desde la toma del poder: la historia y políticas del gobierno de Chávez" (Verso Books, 2007).